

tard. Au lieu de s'en tenir à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, ces gens parcoururent la création toute entière. Ils ont fait venir, comme témoin, un ancien chancelier de l'Allemagne. Dieu sait quand ils en auront fini avec tous les témoins qu'ils convoquent de toutes les parties du monde, et, pourtant, ils ne peuvent que présenter des avis à la Chambre et recueillir des renseignements, mais ils n'ont pas le droit d'agir ou de se déplacer. Si vous aviez vu leur entrée au parlement ontarien! Tous les membres de l'Assemblée législative et bien d'autres personnes s'y étaient rendus pour entendre ces gens épatants, y compris M. Dafoe, qui déplorait le gaspillage des ressources naturelles. M. Dafoe apparut comme le pessimiste de la Commission. Il y a à peine dix ans,—j'étais député,—cet homme, qui est docteur en quelque chose, était à la tribune des journalistes, alors que les Sifton, au moyen du bill du canal d'Ottawa, essayaient d'obtenir d'un gouvernement libéral toute la baie Georgienne, toutes les ressources naturelles et tous les pouvoirs hydrauliques de l'Ottawa. C'était au printemps de 1927. Soit dit en réponse à l'un des commissaires qui déplorait le gaspillage des ressources naturelles, source de tant de chômage. Cette nouvelle Commission étudie le sujet même sur lequel porte le rapport Purvis. De fait, la Commission Purvis paraît être la Chambre basse et la Commission Rowell, la Chambre haute, à propos de cette question. Après une revue de la Commission Rowell, je suis porté à l'appeler la commission du doomsday; ayant recueilli un tas de mémoires, elle préparera un doomsday book. Celui de 1086 constituait un rapport qui en valait la peine. Ce fut le premier rapport d'ordre économique que nous ayons eu. Il énumérait chaque homme, femme et enfant d'Angleterre; chaque ville, maison, lot, ferme, cheval, porc, vache, agneau, tout en somme. Il renfermait donc des données d'une réelle valeur. Il ne ressemble pas à certains rapports de nos commissions modernes dont le ministre assume la responsabilité.

Le département du ministre surveille la situation du chômage au moyen de fiches alphabétiques; on écrit aux industries pour leur demander le nombre de ceux qui figurent sur la feuille de paie, et le reste. Ce genre de rapports ne nous avance pas. Il y a, au Canada, une industrie dont le président est à la tête de cette Commission. Qu'a-t-il fait le semaine même où le rapport était signé et présenté? Qu'a fait ce représentant de la dynastie Dupont—lui qui est censé avoir à cœur les intérêts des travailleurs canadiens? Je vais vous dire ce qu'il a fait dans une in-

dustrie. Il a fait adopter de concert avec ses confrères administrateurs et ses gérants par l'industrie dont il est le chef une machine qui a causé le renvoi de sept ou huit hommes qui n'avaient jamais manqué de travail. C'est l'une des choses qu'il a faites dans une industrie dont il est administrateur, et ceci indique comment il s'y prend pour résoudre le chômage.

J'ose le dire au ministre, le Gouvernement devra un jour rendre compte de toutes les commissions royales qu'il a nommées. Oui, la solution boiteuse de ce problème devra tôt ou tard être mise à jour. Comparez le travail de nos commissions errantes et les méthodes employées par le Gouvernement pour remédier au chômage avec l'œuvre accomplie aux Etats-Unis par un seul homme, M. Hopkins, alors qu'il s'agit là d'une population de 127 millions d'habitants. Il était en son pouvoir de prendre des mesures pratiques et il les a prises. L'autre jour, le sénat américain l'a félicité de la manière dont il a abordé tant la question du logement et des taudis que d'autres problèmes. Je suis loin d'approuver intégralement tout ce qu'ont fait les Etats-Unis à cet égard. Il va de soi qu'ils ont commis des erreurs; mais ils n'en ont pas moins accompli beaucoup pour remédier au chômage, et venir en aide aux municipalités.

Chez nous, il faut attribuer une grande partie du chômage au refus du Gouvernement d'imposer des droits de dumping et une protection tarifaire pour favoriser l'industrie. Cette législature siège depuis trois ans; nous en sommes à notre troisième session. Nous nous sommes séparés la première année sans avoir rien accompli; l'année suivante, nous avons nommé une commission d'enquête et l'enquête continue. On nous a présenté un rapport et nous ne serons pas plus avancés lorsque l'affaire sera liquidée. Les commissions Purvis et Rowell n'ont eu d'autre effet que d'empêcher la Chambre des communes de faire œuvre pratique; elles ont simplement entravé notre action. Tel a été le but de ces commissions, car le Gouvernement ne désire pas résoudre ces problèmes, et le résultat est que les chômeurs n'ont pu trouver d'emploi. Le programme du Gouvernement ne rime à rien; pour les chômeurs il semble reposer sur le principe qu'une commission par jour tiendra l'huissier à l'écart. La politique du Gouvernement confond le bavardage des commissions Purvis et Rowell avec la voix de l'opinion publique quand il s'agit de ces questions sociales et industrielles. J'ai posé certaines questions sur l'élimination des taudis et la construction des logements; l'honorable député de Greenwood (M. Massey) a égale-